

3 millions de mal logés et 100 000 sans-abri



La crise du logement est un scandale permanent qui s'aggrave d'année en année. Cet hiver encore, la misère s'est illustrée avec des dizaines de camps de fortune sur toute la France mis en place par l'association les enfants de Don Quichotte.

Dans le même temps, la droite au pouvoir, incapable de d'apporter des solutions, fait voter la loi du " droit opposable du logement ".

L'hypocrisie de la droite

L'école, la santé, et le travail, sont actuellement des droits opposables. Tout contribuable qui n'y aurait pas accès pourrait se retourner contre l'état pour manquement à ses responsabilités. Mais cette loi est une farce: il n'y a pas de travail, mais on a le droit de travailler. Il n'y a pas de logements, mais on a le droit d'être logés.

En 2006, moins de 40% des constructions concernaient les logements destinés aux personnes aux revenus modestes

Des chiffres alarmants

Actuellement, on construit moins de 45 000 HLM par an. En 2005, 410 000 logements ont été battis, ce qui est déjà insuffisant, et les ménages les plus pauvres n'ont pu accéder qu'au quart de ces logements.

Seul 1 logement sur 100 est destiné aux étudiants.

A Toulouse, il y a plus de 100 000 étudiants, et seulement 7 500 lits proposés par le CROUS. Dans le privé, les loyers qui leur sont destinés ont progressé de 8 %.

De plus, le " plan Borloo " prévoit la destruction de 200 000 logements sur cinq ans - sous prétexte de réhabilitation de certains quartiers - mais c'est finalement à une aggravation de la pénurie qu'il aboutira, étant donné qu'il ne s'accompagne pas d'un nombre correspondant de logements construits.

JEUNES COMMUNISTES TOULOUSE
www.mjc31.org contact@mjc31.org

La loi " Solidarité et Renouvellement Urbain " impose aux communes un quota de 20% de logements sociaux. Or, 742 communes refusent de construire ces 20%. Selon Eric Raoult, député UMP qui se fait leur leader, il ne faut pas " salir " les belles villes avec des logements de " pauvres " On est loin des grands discours sociaux de ces dernières semaines.

Chaque année, 30 milliards d'euros sont consacrés aux politiques de l'habitat. 72% de cette somme est versée aux propriétaires privés sous forme d'exonérations fiscales, d'APL, d'ALS, etc...

100 000 familles sont expulsées chaque année de chez elles.

Quelles solutions ?

Aujourd'hui, 2 millions de logements sont vides ! Il existe bien une loi qui prévoit la réquisition des logements vides, mais elle est impuissante face aux capitalistes qui dominent le marché, car la pénurie de logements leur est profitable étant donné qu'elle fait grimper le prix du mètre carré des logements.

La nationalisation et la gestion démocratique de tous les grands groupes de l'industrie du bâtiment, ainsi que des banques et des grandes sociétés immobilières permettrait de mettre en place un véritable plan national du logement capable de répondre aux besoins de la population en matière de logement.

La nationalisation du seul groupe Bouygues immobilier, qui est passé de 68 millions d'euros de bénéfices en 2004 à 92 millions en 2005, donne une idée de ce que l'on pourrait réaliser à grande échelle. Non seulement la population maîtriserait enfin les constructions et les orienterait de façon à servir la population, mais la plus value générée pourrait financer d'autres programmes plus ambitieux, au lieu de grossir les portefeuilles des actionnaires.



La crise du logement n'est que le résultat de l'impasse dans laquelle nous conduit le système capitaliste, sans cesse à la recherche de profits immédiats.

Rejoins-nous dans la lutte contre le capitalisme et la misère qu'il engendre !
Mouvement des Jeunes Communistes de Toulouse
www.mjc31.org
contact@mjc31.org

26 rue Compans
31500 Toulouse

Nom/ Prénom

Adresse :

Ville : Lycée :

Tel : Email :

Imprimé par la JC-Toulouse - Ne pas jeter sur la voie publique

Imprimé par la JC-Toulouse - Ne pas jeter sur la voie publique